

# Les banques d'investissement toujours dépendantes des énergies fossiles

- Les établissements ne sont pas près de tourner le dos totalement au pétrole, au charbon et au gaz.
- Les 12 plus grandes banques d'investissement ont touché 2,9 milliards de dollars en commissions sur les projets d'énergies fossiles en 2018.
- Le trading de pétrole a généré 1,8 milliard de dollars de revenus.

## BANQUE

Etienne Goetz  
@etiennegoetz

Les banquiers ont beau verdier leur discours et multiplier leurs engagements en faveur des énergies renouvelables, ils sont encore loin de tourner le dos au charbon, au pétrole et au gaz, principales causes de la crise climatique. Les 12 plus grandes banques d'investissement au monde ont dégagé 2,9 milliards de dollars de revenus l'an dernier, en commissions (fusions, acquisitions, introductions en Bourse...) sur des projets d'énergie fossile, selon les données compilées par Coalition Development. Leur exposition recule toutefois : il y a cinq ans, ce montant était de 3,8 milliards de dollars.

Cela représente encore 7 % de leurs recettes. Il est d'autant plus compliqué pour les banques d'investissement d'arrêter les énergies fossiles que leurs autres activités sont aussi sous pression. Les majors du pétrole sont par ailleurs des clients historiques et très importants qui génèrent des marges confortables sur d'autres produits et services, comme le cash management.

Pour les traders de matières premières, l'essentiel de leur activité est tourné vers les énergies issues du

# 1.900

**MILLIARDS DE DOLLARS**  
Entre la signature de l'Accord de Paris en 2015 et fin 2018, les banques ont dirigé 1.900 milliards de dollars vers des projets d'énergies fossiles.

sous-sol. Les douze banques d'investissement suivies par Coalition ont enregistré l'an dernier 1,8 milliard de dollars de revenus avec le pétrole et le gaz – le charbon étant marginal. L'activité est toutefois très volatile : la spectaculaire remontée des cours du baril cette année a fait bondir de 130 % les recettes de trading de brut. « *S'il y a de l'argent à gagner, les banques seront au rendez-vous* », raconte un expert du secteur.

### Les Européens, un peu plus vertueux

De fait, les plus grandes institutions financières continuent de financer massivement les énergies fossiles. Entre la signature de l'Accord de Paris en 2015, visant à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés, et fin 2018, les banques ont dirigé 1.900 milliards de dollars vers des projets d'énergies fossiles, ont calculé un ensemble d'ONG, dont BankTrack et Rain Forest Action Network. Les établissements américains font partie des cancrs, tandis que les Européens se montrent un peu plus vertueux.

L'appétit pour les produits verts est toutefois en forte croissance. Les émissions de « green bonds » sont en passe de franchir la barre des 200 milliards de dollars cette année, selon Moody's, après une hausse de 47 % à 117 milliards au premier semestre. Les crédits de finance durable, qui incluent une dimension environnementale mais aussi sociale, apparus en 2017, affichent une très forte dynamique, avec une production de 34,8 milliards d'euros en zone euro en 2018 et déjà 22,5 milliards au premier semestre, selon les données de Qivalio. Chez Coalition, on souligne toutefois que la finance verte est encore marginale dans les résultats des banques d'investissement suivies. ■



Il est d'autant plus compliqué pour les banques d'investissement d'arrêter les énergies fossiles que leurs autres activités sont aussi sous pression. Photo Shutterstock

## La difficile création de la banque européenne du climat

**La Banque européenne d'investissement reporte à novembre le vote sur l'arrêt total du financement des énergies fossiles avant fin 2020. Plusieurs pays, dont l'Allemagne, ont exprimé des réserves. Il s'agit d'une étape importante pour la création d'une banque du climat.**

Coup de frein pour la création d'une banque européenne du climat. A l'occasion d'un conseil d'administration mardi à Luxembourg, la Banque européenne d'investissement (BEI) a décidé de poursuivre les discussions autour de sa nouvelle politique énergétique et de reporter le vote final au 14 novembre. Le projet présenté cet été par Werner Hoyer, président de la banque multilatérale, visait entre autres à bannir toutes les énergies

fossiles, charbon, pétrole et gaz, de ses financements avant fin 2020. Une décision sans précédent dans la finance.

Plusieurs pays, dont l'Allemagne, la Pologne, l'Italie et la Lituanie, ont toutefois émis des réserves. Le principal actionnaire, l'Allemagne, demande encore quelques clarifications générales, notamment autour du nucléaire, un sujet explosif outre-Rhin. Le gaz naturel semble être le point de discussion le plus sensible, à la fois pour des questions de transition, mais aussi de sécurité énergétique. Nombre de pays européens sont encore dépendants de la Russie. C'est la Grèce qui a exprimé le plus fort scepticisme : la BEI participe au financement du gazoduc TAP (Trans Adriatic Pipeline), qui relie l'Azerbaïdjan au sud de l'Italie en passant par la péninsule hellénique. Il s'inscrit dans la demande de la Commission européenne de diversifier ses sources d'approvisionnement.

Les énergies fossiles sont cependant marginales dans les investissements de la BEI. Il y a belle lurette

que le mastodonte européen n'a pas financé le moindre projet de charbon et de pétrole. Concernant le gaz, en dehors du gazoduc TAP, la banque a mobilisé 2 milliards d'euros entre 2013 et 2017, essentiellement pour des projets situés hors de l'Union européenne (UE).

### L'Allemagne demande quelques clarifications, notamment autour du nucléaire, un sujet explosif outre-Rhin.

Les blocages devraient être levés prochainement. « *Les semaines à venir seront mises à profit pour des échanges bilatéraux et des clarifications techniques* », explique-t-on à la BEI. En cas de report, « *il ne faut pas y voir un échec* », avait expliqué le vice-président français Ambroise Fayolle en amont du conseil, se montrant confiant dans l'adoption de cette politique avant la fin de l'année.

Andrew McDowell, vice-président responsable de l'énergie, va dans le même sens : « *La nouvelle politique énergétique est une étape importante pour transformer la BEI en banque européenne du climat. Je suis satisfait des progrès réalisés aujourd'hui et confiant dans l'obtention d'un accord en novembre.* »

Le délai reporte une autre décision cruciale pour transformer le bras financier de l'Union en banque du climat : celle de porter à 50 % la part des projets destinés à enrayer le dérèglement climatique contre 25 % actuellement et la mobilisation de 1.000 milliards d'euros pour la transition énergétique de l'Union. Cette ambition a déjà été annoncée par le président Werner Hoyer. Les objectifs doivent encore être approuvés par les actionnaires de l'établissement. La future présidente de la Commission européenne, l'Allemande Ursula von der Leyen, prendra ses fonctions le premier novembre prochain. Elle s'est engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'Union de 50 % d'ici à 2030. ■

## Incendie de Californie : Elliott et Pimco remportent une victoire

### FONDS

**PG&E, accusé d'avoir provoqué l'incendie meurtrier de Californie en 2018, a vu son cours chuter de 30 % après une décision de justice.**

Isabelle Couet  
@icouet

L'inquiétude et la colère grandissent chez les actionnaires de Pacific Gas & Electric Co. (PG&E). En une semaine, le cours de la compagnie électrique placée en faillite, suite à l'incendie meurtrier du nord de la Californie en 2018, a chuté de 30 %. A l'origine de cette débâcle boursière, la décision surprise d'un juge de San Francisco. Dennis Montali a accepté que des créanciers de l'électricien présentent leur propre plan de restructuration de la compagnie, qui fait face à des dommages estimés à 30 milliards de dollars. PG&E a donc perdu son droit d'exclusivité.

Cette décision audacieuse constitue une première victoire pour les créanciers obligataires. Elliott, le hedge fund de Paul Singer connu pour avoir mené une épineuse bataille judiciaire contre l'Argentine, et Pimco, le géant obligataire, comptent parmi les fonds qui se sont associés à des victimes de l'incendie pour défendre un plan alternatif pour PG&E. Le juge des faillites a estimé qu'il était légitime de les entendre et qu'avoir deux projets – le leur et celui de l'électricien – pouvait « *faciliter les négociations pour une résolution globale* ».

### Risque de pertes

Les actionnaires de la compagnie savent qu'ils risquent gros si le projet de restructuration porté par les deux poids lourds de Wall Street l'emporte. Plusieurs d'entre eux s'en sont d'ailleurs émus auprès du magistrat chargé de cette épineuse affaire. « *Cela va être dévastateur pour ma retraite* », a écrit sur un ton suppliant un certain Andreas Krebs, qui vit en Californie depuis vingt ans.

« *Le cours a dévié de 27,14 % après Bourse et, de ce que je comprends, cette énorme baisse est due à votre [décision]* », a accusé un autre, sous le nom de DG Woodward. « *Potentiellement, cela pourrait permettre aux hedge funds Elliott, Apollo Capital et à d'autres de prendre le contrôle de la compagnie avec 59,3 % du capital, de récolter d'énormes bénéfices, tout en entraînant des pertes catastrophiques pour les actionnaires actuels.* » Il poursuit sur un ton virulent : « *Je ne comprends pas une décision qui consisterait à prendre 60 % de l'argent des investisseurs et à le redistribuer entre des hedge funds et des résidents californiens mal ou pas assurés du tout, alors que les actionnaires n'ont pas causé ces incendies ravageurs ni les destructions liées aux équipements de PG&E.* »

Toutes les options restent ouvertes. Si les deux plans de restructuration, une fois finalisés, sont considérés comme valides, ils seront soumis à un vote des parties prenantes ou à l'avis du tribunal. La bataille financière autour de l'entreprise de l'origine de la catastrophe de Camp Fires s'annonce musclée. ■

Les Echos  
Le Parisien  
ANNONCES

Externalisez vos formalités d'entreprise avec Les Echos Formalités

annonces.lesechosleparisien.fr  
01 87 39 70 08